



**Communiqué de presse
9 octobre 2019**

Parler d'immigration : Oui, mais autrement !

La question migratoire n'est pas un tabou, mais la manière d'en parler n'est pas neutre. L'organisation d'un débat à l'assemblée nationale lundi 7 octobre a montré que ce sujet mérite bien mieux, en y associant tous les acteurs sociaux pour sortir du strict cadre partisan.

Voilà des années que les gouvernements successifs partent d'un postulat selon lequel l'affichage d'une politique migratoire restrictive à l'égard des droits des migrants est la seule que l'opinion pourrait entendre, et l'unique façon de gagner des voix sur l'extrême droite. Ce postulat est un contresens, qui relègue certains enjeux prioritaires au second plan, et prive les Français de la parole de raison et du débat sincère qu'ils méritent.

Parler d'immigration, oui, mais pour construire une véritable politique d'insertion de celles et ceux qui ont obtenu le droit de résider sur notre territoire, pour repenser l'accueil des demandeurs d'asile et résorber les campements insalubres dans lesquels tentent de survivre nombre d'entre eux, et pour améliorer la prise en charge, dès leur arrivée sur le territoire, des mineurs isolés étrangers dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

Parler d'immigration, oui, mais ceux qui travaillent au plus près des questions migratoires (les policiers, les agents des préfectures, les travailleurs sociaux mais aussi les militants) n'ont pas besoin qu'on empile les normes et les dispositifs. Ils ont besoin d'un droit lisible, applicable, bâti sur les règles éthiques qui cimentent notre société.

Parler d'immigration, oui, mais pour permettre aux fonctionnaires de la République d'appliquer le droit sans renier leurs valeurs et afin d'assurer l'accès aux Préfectures pour les personnes migrantes dans le respect de leurs droits.

Parler d'immigration, oui, mais pour faire cesser l'enfermement inutile en centre de rétention administrative de personnes qui, comme le constatent régulièrement les juges, n'ont pas à y être. De même, il faut arrêter les tracasseries dont les citoyens qui apportent une aide humanitaire sont l'objet (multiplication des PV, mise en garde à vue, accusations diverses d'entrave, de rébellion, de trouble à l'ordre public), en respectant le principe de fraternité reconnu par le Conseil constitutionnel en juillet 2018.

L'envahissement ne menace pas la France, pas plus que le grand remplacement. Aucune politique ne peut être soutenable si elle est appuyée des préjugés et des peurs plutôt que sur la raison. Alors débattons de l'immigration, mais en laissant aux extrémistes de droite leurs obsessions.

Le Président dit vouloir être « progressiste et pragmatique » : nous sommes prêts à proposer des solutions en ce sens, loin de la surenchère anti-immigration qui nuit à la cohésion du pays.